

*Questions orales***QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre.

La Chambre a ajourné ses travaux il y a près de cinq mois. Durant leur absence, tous les députés se sont rendus dans leurs circonscriptions respectives, et pour ma part, j'ai visité probablement 150 circonscriptions différentes; or, je n'ai jamais vu une situation aussi catastrophique au Canada. J'ai rencontré des pêcheurs, des agriculteurs, des cols bleus et des employés de bureau qui sont tout à fait désespérés, ainsi que des chefs d'entreprise qui ont perdu leur entreprise, qui ont de 45 à 55 ans, qui ne peuvent trouver un emploi et qui sont en plein désarroi, car ils s'aperçoivent que malgré leurs diplômes d'études supérieures, leurs enfants n'ont aucun espoir de trouver un emploi.

Le premier ministre pourrait-il nous préciser quand son gouvernement va prendre la situation au sérieux, présenter un budget et dire aux Canadiens qu'ils peuvent avoir espoir dans notre pays, car la situation est absolument désespérée à l'heure actuelle?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, manifestement, nous sommes tous préoccupés par la situation économique, ici et ailleurs, car en tant que nation commerçante, notre prospérité dépend dans une large mesure de la santé économique de nos partenaires commerciaux qui éprouvent également des difficultés depuis un certain temps déjà. Je partage certaines des préoccupations de mon collègue.

Ce qui est encourageant de noter pour nous tous, c'est que l'OCDE et le FMI ont affirmé récemment que le Canada pourra compter sur le plus fort taux de croissance économique en 1993.

Mme Campbell (South West Nova): Les Canadiens?

M. Mulroney: Ma collègue s'exclame: «Les Canadiens.» Eh bien, notre taux d'inflation s'établit à 1,3 p. 100, soit le plus bas niveau parmi les pays industrialisés, et c'est là un facteur extrêmement important de croissance économique. Le produit intérieur brut réel a augmenté à un taux annuel de 1,1 p. 100 au cours du premier trimestre et de 0,7 p. 100 au cours du deuxième. On a également créé 64 000 nouveaux emplois au cours des six derniers

mois. Ainsi, je pense que nous commençons à voir des signes importants et prometteurs d'une relance économique.

Là où je suis en désaccord avec mon collègue, c'est lorsqu'il affirme que la situation n'a jamais été aussi grave au Canada. Il était ministre en 1981 lorsque les taux d'intérêt s'établissaient à 22,75 p. 100, l'inflation à 12,9 p. 100 et le chômage à 11,7 p. 100. C'était là le pire bilan économique dans toute l'histoire de notre pays.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): C'est incroyable, le premier ministre ne voit aucun problème.

Il y a 1,6 million de Canadiens qui réclament des initiatives de la part du gouvernement. Or, il nous dit aujourd'hui que nous nous en tirons bien. Nous étions les premiers à entrer en récession et nous serons les derniers à en sortir et il déclare que tout va à merveille. Le ministre des Finances s'est grossièrement trompé dans son analyse de l'économie future du Canada. Toutes ses prévisions étaient fausses.

Quand aurons-nous un budget réaliste qui redonne de l'espoir aux Canadiens, de sorte qu'ils ne rêveront pas en couleur comme le fait le premier ministre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue prétend que le premier ministre a dit qu'il ne voyait pas de problèmes. C'est tout le contraire.

• (1420)

Je venais tout juste de dire qu'effectivement, il y a des signes inquiétants auxquels nous essayons tous de remédier. Il y a aussi des signes encourageants dont mon collègue devrait bien tenir compte dans ses déclarations.

Par exemple, il y a le commerce avec les États-Unis qui augmente. Notre productivité réalise des gains importants, soit de 3,5 p. 100. Ce n'est qu'en réalisant des gains de productivité que nous nous assurerons une nouvelle richesse véritable. Nos coûts unitaires sont en baisse, ce qui favorise notre compétitivité. Nous jouissons d'un meilleur accès aux marchés internationaux.

Ce sont des signes encourageants. Ils ne constituent pas une panacée, mais ce sont des signes encourageants et nous appliquons un programme économique qui, selon le FMI et l'OCDE, transformera la structure de l'économie canadienne pour la rendre plus concurrentielle, ce qui favorisera la création d'emplois. C'est le programme que nous poursuivons, et je voudrais bien savoir si mon collègue a des idées précises dont nous pourrions discuter sans...